



Communiqué de presse
17 février 2026

32 associations déterminées à obtenir 100 produits bons pour la santé vendus à prix coûtant dans les supermarchés

Parce que manger sainement ne devrait être un luxe pour personne, il est urgent de permettre l'accès à 100 aliments bons pour la santé à prix coûtant. Emmenées par Foodwatch, Familiales Rurales et le Secours catholique, 32 associations de consommateurs, de lutte contre la précarité, de malades, de professionnels de santé, d'étudiants, de défense de la santé environnementale s'allient dans une mobilisation inédite portée par une pétition commune, pour rendre cette mesure enfin obligatoire dans tous les supermarchés. Ensemble, les 32 associations rappellent que l'accès à une alimentation saine et durable, accessible à toutes et tous et assurant une rémunération juste aux agriculteurs et agricultrices est un droit fondamental.

Dans une mobilisation inédite, 32 associations pressent le ministre de l'Économie, Roland Lescure, et le ministre des PME et du pouvoir d'achat, Serge Papin, de se saisir de cette mesure urgente. Car la situation actuelle est intolérable. Une personne sur trois en France (29 %) déclare devoir sauter un repas et beaucoup n'ont pas accès aux produits recommandés par le Programme National Nutrition Santé (PNNS). Dans un système alimentaire largement contrôlé par les géants de la grande distribution, les produits les plus sains sont trop souvent inaccessibles. Les principaux

acteurs de la grande distribution reconnaissent d'ailleurs effectuer des marges plus importantes sur les produits frais comme les fruits et légumes. Les maladies liées à une mauvaise alimentation explosent (diabète, maladies cardio-vasculaires, cancers...) et pèsent des milliards sur notre économie et nos systèmes de santé.

32 organisations de la société civile exigent donc une mesure simple et urgente : imposer à la grande distribution de vendre à prix coûtant 100 produits alimentaires prioritaires selon les recommandations du Programme National Nutrition Santé (PNNS). Cette mesure, portée par une [pétition](#) commune, doit s'appliquer sur tout le territoire, y compris en Outre-mer, et doit évidemment aussi garantir une rémunération juste aux agricultrices et agriculteurs.

Pour les 32 associations mobilisées pour obtenir cette mesure-phare : « C'est à l'Etat de faire enfin respecter le droit à une alimentation saine, durable, choisie et de rendre accessibles les recommandations officielles de santé publique. 100 produits vendus à prix coûtant en supermarchés, c'est non seulement possible mais urgent ».

Les associations soulignent par ailleurs que le revenu des agriculteurs, l'accessibilité financière et la santé des consommateurs doivent être au cœur des politiques publiques : il ne s'agit pas de choisir l'un ou l'autre mais bien de garantir tout cela à la fois. Les consommateurs en bout de chaîne n'ont pas à payer l'injuste prix, opaque, décidé par une poignée d'acteurs économiques.

Liste des membres de la coalition (par ordre alphabétique) :

Action contre la faim
ADEIC (Association de défense, éducation et information du consommateur)
AEQUITAZ
Alerte des médecins sur les pesticides
Association Addictions France
Association Léo Lagrange de défense des consommateurs (ALLDC)
ATTAC
Avenir santé environnement
Bloom
Cancer colère
Confédération Syndicale des Familles (CSF)
Familles de France
Familles Rurales
Fédération des centres sociaux et socioculturels de France
Fédération française des diabétiques

Fédération promotion santé
Foodwatch
France Assos Santé
Le collectif : Les pieds dans le plat
Ligue contre l'obésité
Noé : association pour la biodiversité
Oui Change
On Est Prêt
ONAV
Réseau Environnement Santé
RESES (Réseau étudiant pour une société écologique et solidaire)
Réseau Action Climat
Secours Catholique
Tablée des chefs
UFC Que Choisir
VRAC

Sources :

- Pétition « Exigeons 100 aliments bons pour la santé à prix coûtant dans les supermarchés »
<https://www.foodwatch.org/fr/sinformer/nos-campagnes/alimentation-et-sante/malbouffe/exigeons-100-aliments-bons-pour-la-sante-a-prix-coutant-dans-les-supermarches>
- Liste des 100 aliments à prix coûtant : <https://www.foodwatch.org/fileadmin/-FR/Documents/Liste-de-100-produits-prioritaires-Programme-National-Nutrition-Sante.pdf>
- Lettre ouverte aux ministres en charge de l'économie et du pouvoir d'achat, Paris, le 30 octobre 2025 : [https://www.foodwatch.org/fileadmin/-FR/Documents/Lettre ouverte Bercy Familles Rurales foodwatch SCCF VF.pdf](https://www.foodwatch.org/fileadmin/-FR/Documents/Lettre_ouverte_Bercy_Familles_Rurales_foodwatch_SCCF_VF.pdf)
- Communiqué de presse de Familles Rurales, Foodwatch et UFC-Que Choisir du 29/11/2023 « [Inflation alimentaire : il est urgent d'en finir avec les profits opaques des industriels et des distributeurs, exigent Foodwatch, Familles Rurales, UFC-Que Choisir et la CLCV | FW FR](#) »
- Une personne sur trois en France (29 %) déclare devoir sauter un repas par manque d'argent.
Source : Familles Rurales <https://www.famillesrurales.org/plan-france-ruralites-etude-ifop-territoires-ruraux-2023>
- Voir l'audition de Thierry Cotillard, PDG du groupe Les Mousquetaires, le 14 janvier 2026 : https://www.youtube.com/watch?v=ojJe4V88R_I
- Une récente étude *L'injuste prix de l'alimentation* estimait à minima à 20 milliards d'euros par an les coûts « cachés » du système alimentaire. La FAO, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, estime l'ensemble des coûts cachés directs et indirects qu'induit notre système agroalimentaire à près de 160 milliards d'euros par an en France, dont les trois quarts en coûts de santé (*The State of Food and Agriculture, revealing the True Cost of Food to Transform*

Agrifood Systems, FAO, 2023, <https://www.secours-catholique.org/agir/porter-nos-messages/linjuste-prix-de-notre-alimentation>

A propos de France Assos Santé

Créée en mars 2017, France Assos Santé est l'organisation de référence qui porte la voix et défend les intérêts des patients et des usagers du système de santé. Elle regroupe près de 100 associations nationales qui agissent pour la défense des droits des malades, l'accès aux soins pour tous et la qualité du système de santé. Elle forme les 15 000 Représentants des Usagers qui siègent dans les instances hospitalières et de santé publique. Elle prend une part active dans le débat public et porte des propositions concrètes auprès des acteurs institutionnels et politiques pour améliorer le système de santé.

Contact presse : Service communication – 07 56 34 10 86 – communication@france-assos-sante.org